

Communiqué de Presse

Gilles CRASPAY :

« Pour sortir de la crise, il faut organiser un Grenelle de l'Agriculture et de l'Alimentation »

Même s'il est loin le temps où Sully, ministre d'Henri IV, considérait que « *labourage et pâturage sont les deux mamelles de la France* », l'agriculture demeure un secteur essentiel de notre économie. S'ils contribuent avant tout à notre alimentation, les agriculteurs jouent un rôle majeur dans l'aménagement et l'entretien de nos territoires ruraux et de montagne et sont, à cet égard, un maillon essentiel de l'activité touristique. Dans les Hautes-Pyrénées, ils sont 8500 à travailler au quotidien dans plus de 5000 exploitations.

Hélas, notre agriculture traverse une crise d'une gravité sans précédent. A quelques jours de l'ouverture du Salon de l'Agriculture de Paris, le monde paysan exprime partout en France sa colère et son désarroi face à la chute des cours, aux pratiques de la grande distribution, à la complexité de calcul des aides de la nouvelle PAC, au poids des charges et des normes. Lourdemment endettés, des milliers d'agriculteurs et d'éleveurs ne parviennent plus à vivre décemment de leur travail. Il est urgent de leur redonner espoir.

Pour cela, il faut améliorer la transparence et le partage de la valeur ajoutée, soutenir la modernisation des exploitations, encourager l'installation des jeunes, alléger les charges et simplifier les normes. La proposition de loi du sénateur Jean-Pierre Lenoir adoptée par le Sénat le 9 décembre 2015 prévoyait des mesures concrètes (révision des règles de la contractualisation, allègement des charges, création d'un livret vert pour orienter l'épargne populaire vers le secteur agricole...). Elle a malheureusement été repoussée par l'Assemblée nationale le 4 février dernier.

Au-delà des mesures d'urgence (baisse des cotisations...), le Gouvernement doit agir à Bruxelles pour obtenir de la Commission un relèvement des prix d'intervention et plus de fermeté dans la défense de nos intérêts agricoles dans la négociation en cours du traité Tafta. Il doit aussi et surtout mettre en œuvre en concertation avec les représentants du monde agricole un véritable plan de sauvetage. Sur le modèle du Grenelle de l'Environnement initié par Jean-Louis Borloo, il convient de réunir tous les acteurs autour de la même table afin de dresser un diagnostic partagé, fixer un cap ambitieux et définir les moyens juridiques et financiers qui donneront un nouvel horizon à nos agriculteurs.

Gilles CRASPAY
Président de l'UDI 65

Tarbes, le 24 février 2016